

Convention collective

**EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(MIDI-PYRÉNÉES)**

(1^{er} décembre 1982)

(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,
Journal officiel du 30 mars 1983)

AVENANT N° 57 DU 13 JANVIER 2006 (1)

NOR : AGRS0697035M

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de
Midi-Pyrénées ;

Les entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-
Pyrénées ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT ;

La confédération française de l'encadrement CGC ;

Les syndicats confédérés FO pour Midi-Pyrénées ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 41 « Durée maximale du travail » est remplacé par les
dispositions suivantes :

« Les heures de travail prises en compte au titre de la durée maximale du
travail concernent les périodes de travail réellement effectuées. Les périodes
assimilées à des périodes de travail effectif en application des dispositions
légales, réglementaires ou conventionnelles ne sont pas considérées comme
des périodes de travail effectif pour le calcul des durées maximales.

La durée maximale quotidienne de travail est fixée à 10 heures. Cette
durée peut être dépassée dans les cas et dans les conditions déterminées par
l'article D. 713-5 du code rural. Par dérogation aux dispositions de ce décret

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

le nombre global d'heures de dépassement au-delà de 10 heures ne peut être supérieur à 50 heures par période annuelle comprise entre le 1^{er} juin et le 31 mai de chaque année.

La durée maximale hebdomadaire de travail est fixée à 48 heures. Cependant les entreprises peuvent être autorisées à dépasser le plafond de 48 heures selon la procédure définie aux articles R. 713-31 et R. 713-32 du code rural. La demande de dérogation est adressée au chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles soit par l'employeur, soit par l'organisation représentative des employeurs concernés.

La durée maximale annuelle de travail ne peut être supérieure à 2 000 heures, conformément à l'article 8-4 de l'accord national du 23 décembre 1981 annexé à la présente convention.

Dans chaque entreprise employant plus de 3 salariés, le nombre total des heures de travail effectuées ne peut être supérieur, par année, à un maximum qui est déterminé conformément à l'article 8-5 de l'accord national du 23 décembre 1981, annexé à la présente convention. »

Article 2

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 seront déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Haute-Garonne.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant.

Fait à Toulouse, le 13 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)